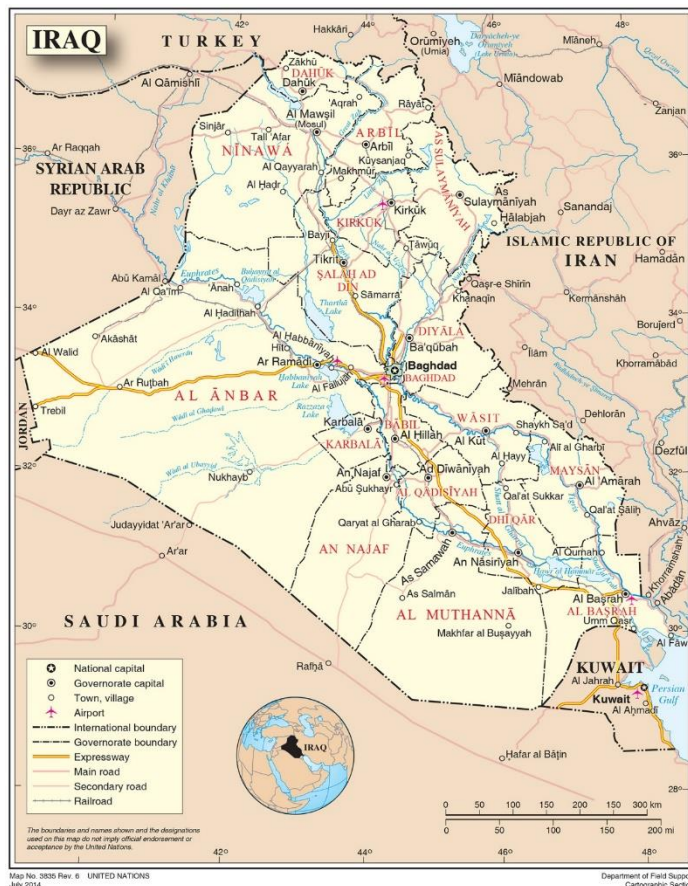


Factsheet Irak

Octobre 2021

1 Faits et chiffres



Carte: Nations-Unies, 2014

Population totale : [40,2 millions](#), dont près de [40%](#) ont moins de quinze ans.

Langues : Les langues officielles sont l'arabe et le kurde.

Composition ethnique : [Arabes \(75-80%\)](#), [Kurdes \(15-20%\)](#). Minorités ethniques : Turkmènes, Shabaks, Chaldéens, Assyriens, Arméniens, Irakiens noirs, Roms, Yézidis.

Religions : L'islam est la religion dominante (97%). Les chiites (Arabes, Turkmènes, Kurdes) représentent entre [60% de la population et les sunnites environ 37%](#). Les chiites sont majoritaires à Bagdad, ainsi que dans le sud et l'est. Les sunnites sont majoritaires dans l'ouest, le centre et le nord.

Démocratie parlementaire avec les principaux pouvoirs aux mains d'un premier ministre. L'Irak est une [démocratie parlementaire](#) avec un chef de l'État aux pouvoirs limités, et un chef de gouvernement, ou premier ministre, qui concentre les pouvoirs

exécutifs. Barham Salih est président depuis 2018. Mustafa al-Kadhimi est premier ministre depuis avril 2020, à la tête d'un gouvernement intérimaire. Le Conseil des représentants (CR), composé de 329 élus, est le principal organe législatif, il nomme le gouvernement en fonction des résultats des élections. Suite aux élections anticipées d'octobre 2021, des tractations sont en cours pour désigner le président et le premier ministre et pour choisir la composition du gouvernement. La corruption est endémique et [structurelle](#), le pays occupant la [160^{ème} place sur 180](#) dans l'indice de perception de la corruption.

Région autonome du Kurdistan. La région du Kurdistan est reconnue comme une région fédérale avec son propre gouvernement régional kurde (GRK), basé à Erbil, qui exerce son autorité sur les provinces d'Erbil, de Sulaymaniyah, de Dohuk et d'Halabja. Le parti démocratique du Kurdistan (PDK), exerce son pouvoir sur les provinces de Dohuk et d'Erbil, tandis que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le parti Gorran se disputent la province de Sulaymaniyah.

2 Groupes à risque

Ces profils sont basés sur [l'évaluation du HCR de mai 2019](#).

- **Personnes soupçonnées à tort de soutenir Daesh :**
 - les hommes et les garçons arabes sunnites et turkmènes en âge de combattre, qui vivaient dans une zone contrôlée par Daesh et/ou où Daesh maintient une présence ;
 - les femmes et les enfants associés à des membres réels ou supposés de Daesh en raison de leurs relations familiales ou tribales.
- **Personnes associées au gouvernement ou perçues comme le soutenant :** représentants du gouvernement ; les fonctionnaires, y compris les juges et les procureurs nommés par le gouvernement, et les employés des entreprises publiques ; les membres de partis politiques ; les membres des forces de sécurité irakiennes (ISF), des forces affiliées et des peshmerga ; les civils soupçonnés de coopérer avec les ISF, les forces affiliées ou les peshmerga ; les chefs tribaux et les membres de tribus associés ou perçus comme étant associés au gouvernement.
- **Personnes qui s'opposent, ou qui sont perçues comme s'opposant, au gouvernement,** à ceux qui sont affiliés au gouvernement, à des politiciens ou à d'autres personnes ayant une influence politique.
- **Personnes s'opposant, ou perçues comme s'opposant, aux autorités du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK)** ou aux personnes affiliées aux autorités du GRK, y compris aux partis dominants au pouvoir ou à d'autres personnes ayant une influence politique. Y compris les membres de la famille des personnes avec ce profil.
- Membres de **groupes religieux et de groupes ethniques minoritaires** qui vivent dans ou près d'une zone où Daesh est présent.
- Personnes qui se sont **converties de l'islam au christianisme**.
- **Journalistes et autres professionnel-le-s des médias** qui s'engagent dans des reportages critiques sur des questions politiques ou d'autres questions sensibles.
- **Femmes et filles :**
 - exposées à la violence sexuelle, à la violence domestique, à la violence fondée sur l'honneur ou aux mutilations génitales féminines
 - exposées au risque de mariage forcé et/ou de mariage d'enfants
 - menacées de traite à des fins d'exploitation sexuelle et de prostitution forcée.
- **Enfants :** les survivants et les enfants exposés au recrutement/travail forcé et à la traite.
- Personnes de **diverses orientations sexuelles et/ou identités de genre**.

3 Développements récents

3.1 Situation politique

Élections parlementaires d'octobre 2021 remportées par le mouvement de Moqtada al-Sadr. Taux de participation en baisse. Résultats contestés par le parti Alliance Fateh. Des élections parlementaires anticipées ont eu lieu le 10 octobre 2021 pour élire les 329 membres du Conseil des représentants (CR). La tenue de ces élections était [une des promesses](#) du gouvernement suite aux manifestations qui ont secoué le pays à partir d'octobre 2019. Les [premiers résultats](#) de ces élections, dont le taux de participation n'a pas dépassé [43%](#), ont donné le mouvement dirigé par l'imam chiite Moqtada al-Sadr (anti-Iran)

vainqueur, récoltant plus de 70 sièges. L'Alliance Fateh, une coalition de milices soutenues par l'Iran, et qui avant ces élections était la deuxième formation la plus représentée au parlement, serait passé de 48 à une douzaine de sièges. Son leader, Hadi al-Amiri, a [rejeté les résultats](#) qu'il estime « fabriqués ». Une semaine après l'élection, plusieurs centaines de sympathisants du parti ont [manifesté](#) à Bagdad, demandant un recompte des votes.

La répression du mouvement de protestation de fin 2019 a fait au moins 600 morts. Démission du premier ministre, mise en place d'un gouvernement intérimaire en avril 2020. Les meurtres ciblés d'activistes et de journalistes ont depuis continué. Des manifestations de grande ampleur ont secoué le pays fin 2019, les protestataires [dénonçant](#) une corruption généralisée et demandant une amélioration des services publics, comme l'eau et l'électricité, et plus d'emploi. Les protestataires exigeaient également la [fin du système politique mis en place par les Américains](#) et l'éviction des groupes armés liés à l'Iran. La répression des manifestations par les forces de sécurité a fait [au moins 600 morts](#). Des manifestants et des militants ont également fait l'objet [d'assassinats ciblés](#) par des groupes armés. En novembre 2019, le premier ministre Adil Abd al-Mahdi a démissionné, remplacé par un gouvernement intérimaire mené par Mustafa al-Kadhimi. Depuis 2020, [les meurtres de personnes critiques du gouvernement se sont poursuivis](#) dans un climat d'impunité, visant en particulier les journalistes et les militant-e-s. Les observateurs [pointent du doigt](#) des milices chiites liées aux Forces de mobilisation populaire (FMP), une organisation formée pour combattre Daesh, mais qui a depuis [rechigné](#) à se soumettre à l'autorité du gouvernement.

Le Kurdistan reste politiquement divisé entre le PDK, le principal parti politique de la région et l'UPK, son principal rival. Importantes manifestations contre la corruption et pour l'amélioration des services publics en 2020. Vague de répression et d'arrestations arbitraires. Le gouvernement régional du Kurdistan a été élu en septembre 2018, mais seulement [formé en juillet 2019](#) après des négociations entre le PDK, l'UPK et le parti Gorran. Le président, Nechirvan Barzani, et le premier ministre, Masrour Barzani, sont tous deux issus du PDK. Le Kurdistan est politiquement et [territorialement divisé](#) entre le PDK et l'UPK. Les deux partis disposent de leurs [propres forces militaires](#), les peshmergas, et sont d'après rivaux. En 2020, d'importantes manifestations ont éclaté dans le Kurdistan, principalement à Sulaimaniyah, Duhok et Erbil. Les protestataires ont dénoncé la corruption et demandé de meilleurs services publics et le paiement des salaires en retard des employés du gouvernement. Ces manifestations ont été [durement réprimées](#) par les autorités qui ont lancé une campagne d'arrestations massives. Des journalistes, des militant-e-s des droits humains et des manifestant-e-s ont fait l'objet [d'arrestations arbitraires, de menaces](#) ou d'autres formes d'intimidation. Les autorités ont lancé des procédures pénales contre des journalistes et des militant-e-s qui avaient posté des messages sur les réseaux sociaux. Selon [Amnesty International](#), les arrestations arbitraires, parfois suivies de disparitions, ont été surtout le fait de l'agence de sécurité Asayish et des forces de Parastin (PDK).

3.2 Situation sécuritaire

Les troupes de combat américaines quitteront l'Irak avant la fin de 2021. Adoption par le parlement en janvier 2020 d'une résolution demandant le départ des troupes étrangères. En juin 2021, les États-Unis ont annoncé la [fin de la mission de combats](#) des troupes américaines en Irak, celles-ci devant quitter le pays avant la fin 2021 après 18 ans de présence. Les États-Unis comptent tout de même maintenir une présence militaire, mais souhaitent se limiter à un rôle de formation et de conseil de l'armée irakienne, notamment

pour lutter contre la résurgence de Daesh. En janvier 2020, quelques jours après [l'assassinat par les États-Unis du général iranien Qassem Soleimani](#), le parlement irakien avait adopté une [résolution](#) demandant le départ des troupes étrangères.

Résurgence de Daesh depuis mi-2019. Vaincu militairement en Irak à la fin 2017, puis en Syrie en 2019, Daesh s'est depuis [regroupé en Irak](#) où il tente de se réinstaller dans ses bastions traditionnels dans les zones rurales. Sans contrôle territorial, Daesh en est pour l'instant réduit à employer des tactique d'insurrection et de lancer des attaques visant principalement les forces de sécurité irakiennes. Entre 2019 et 2020, le [nombre d'attaques de Daesh a doublé](#). En septembre 2021, [12 membres des forces de sécurité irakiennes ont été tués](#) dans une attaque de Daesh dans le sud de la ville de Kirkouk.

Nouvelles opérations militaires de la Turquie contre le PKK dans le nord du Kurdistan. Tensions entre le PDK et le PKK exacerbées par ces opérations et par la mort de six peshmergas en juin 2020. [Dégradation](#) de la situation sécuritaire depuis 2019 dans les zones frontalières entre le Kurdistan et la Turquie, en particulier dans la province de Dohuk, sous contrôle du PDK. Faisant suite à [l'opération « Griffe d'aigle »](#) lancée en juin 2020, en avril 2021, la Turquie a simultanément lancé les opérations [« Griffe-Foudre »](#) et [« Griffe-Eclair »](#) visant à éradiquer le PKK. Elles ont été accompagnées de bombardements aériens et de tirs d'artillerie. [Tensions entre le PKK et le PDK](#) exacerbées par les opérations militaires turques et par la mort en juin 2020 de six peshmergas du PDK, tombés selon le PDK, dans une embuscade du PKK. Le PKK accuse le PDK de trahir les Kurdes en s'alliant avec Ankara. Le PDK à son tour accuse le PKK de déstabiliser la région du Kurdistan et d'être la cause des incursions militaires turques. La Turquie mène également des [attaques](#) contre le Parti kurde iranien pour la vie libre du Kurdistan (PJAK), proche du PKK.

4 Pratique des autorités suisses

Taux de reconnaissance bas. Selon les chiffres du SEM pour 2020, le taux de reconnaissance était de 15,9% tandis que le taux de protection (décisions positives + admissions provisoires) était de 57,6%.